



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

16 décembre 2024

Face aux attaques patronales, il faut une contre-attaque des travailleurs !

Michel Barnier, un vieux politicard de droite, remplacé par François Bayrou, un autre vieux politicard de droite. Ça nous fait une belle jambe ! Pendant que les médias s'excitent sur le devenir de ce nouveau gouvernement, la vie suit son cours avec son lot d'attaques patronales contre les travailleurs.

Ce n'est pas à nous de payer pour leur dette

Au prétexte de « déficit budgétaire » et de dette, il faudrait économiser des dizaines de milliards d'euros. L'agence Moody's, notant les capacités de remboursement des États, a baissé la note de la France en conséquence du renversement de Michel Barnier, histoire de rappeler au nouveau gouvernement qu'il doit aller dans le même sens que ses prédécesseurs, c'est-à-dire une politique d'austérité.

Mais l'austérité, ce n'est que pour les classes populaires : pour les entreprises et leurs actionnaires, c'est open bar ! Pour l'année 2023, l'État français a payé, à la place des patrons, 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Sans compter la mise en place de 467 dispositions fiscales dérogatoires, alors même que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont été de 149 milliards d'euros en 2023 et devraient avoisiner le même montant en 2024.

De l'argent, il y en a, mais les dirigeants politiques ont depuis longtemps choisi leur camp. Coupes de budget dans l'éducation – avec des suppressions de postes alors que les classes sont trop chargées –, les hôpitaux – malgré les promesses de Macron, on continue de supprimer des lits –, la culture. Mais les riches pourront toujours se payer des hôpitaux et écoles privés pour eux et leurs enfants.

Le tsunami des licenciements : une attaque générale du patronat

Depuis des mois, les annonces de licenciements s'accumulent, comme chez MA France, Valeo, Michelin, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal, ExxonMobil, etc. Un véritable tsunami contre les travailleurs. Une vague qui touche également nos voisins allemands, chez Volkswagen, Bosch ou Thyssen.

Pourtant, toutes les entreprises qui licencient ont

revendiqué d'énormes profits au cours de ces dernières années. Elles n'ont pas de souci mais veulent seulement dégager encore plus de profits en supprimant des postes de travail. La production sera répartie dans d'autres usines, comme pour le courrier de La Poste, qui se prépare à fermer sept plateformes industrielles de tri du courrier.

Faire converger les luttes isolées

Le patronat, appuyé par l'État, est à l'attaque sur tous les fronts. Il faut riposter sans attendre une quelconque solution électorale.

On pouvait espérer que les différents mouvements prévus par les confédérations syndicales – la grève du 5 décembre, celle du 12 – annonçaient une volonté de faire converger les colères. Mais non ! Des travailleurs se battent dans la chimie, chez les sous-traitants de l'automobile, isolés, et rien n'est fait pour faire converger les luttes et peser vraiment sur la situation politique. Les directions syndicales ne voient dans chaque journée de mobilisation qu'une occasion « d'interpeller les pouvoirs publics et le président de la République », comme l'a déclaré Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, sur RTL.

Face aux attaques des patrons, nous n'avons rien à attendre de négociations dans les salons de Matignon ou des conseils d'administration des patrons. Nous pouvons nous organiser, construire des liens de lutte, à l'image des équipes de Stellantis Poissy (Yvelines) qui ont soutenu leurs collègues de Douvrin (Pas-de-Calais) mardi 10 décembre. Ou encore, à l'exemple des salariés de la plateforme chimique Vencorex du Pont-de-Claix (Isère), en grève depuis bientôt deux mois, qui sont allés soutenir sur place le piquet de grève de leurs voisins d'Arkema.

Comme on le dit dans les manifs : « C'est pas dans les salons, c'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction », mais en prenant directement notre sort en main !

Un valet congédié par ses maîtres

Tavares s'est fait virer par le chef des héritiers de Fiat, John Elkann. La famille Peugeot et l'État français qui possèdent 6 % et 7 % de Stellantis ont laissé faire.

Ils ne reprochaient pas à Tavares d'avoir détruit des dizaines de milliers d'emplois, fermé des usines ou méprisé les clients mais de risquer de tuer la poule aux œufs d'or avec ses stratégies. Depuis début 2024, l'action Stellantis a chuté de 50 %. Les actionnaires s'inquiétaient, habitués à des profits du groupe entre 13 et 19 milliards par an. Il fallait donc vite redresser la barre et couper une tête pour rassurer... les marchés financiers.

Tavares ou un autre patron français, italien ou américain : pour nous c'est pareil, le futur patron millionnaire sera au service des mêmes dynasties de milliardaires qui s'enrichissent sur notre dos.

Pas le temps de chômer

Contrairement à toutes les victimes de sa stratégie industrielle, Tavares par ne va pas galérer pour se reconverter : il s'est déjà trouvé une nouvelle proie et envisage de participer à la privatisation de la compagnie aérienne TAP Portugal en tant qu'investisseur ou au conseil d'administration. Rien qui ne soit de bon augure pour les salariés de TAP Portugal.

Hyvia : ce n'est pas aux salariés de payer

A son lancement, Hyvia était présentée comme la technologie du futur avec ses utilitaires roulant à l'hydrogène. Mais l'avenir s'obscurcit pour les salariés. La co-entreprise fondée par Renault en 2020 sur un terrain de l'usine de Flins est au bord de la liquidation.

Les patrons prétendent que l'Etat n'aide pas assez et que la fourniture d'hydrogène est insuffisante, ils vont donc passer à autre chose.

Mais quelles conséquences pour les salariés ? Les capitalistes n'en ont rien à faire, chez Hyvia ou chez Renault ou Stellantis, c'est la même logique : ils multiplient les filiales, sélectionnent ce qui marche... et se débarrassent du reste. Ça doit être ça, la start-up nation de Macron.

Novares : la lutte paie

Après 2 semaines de grève, les 122 salariés du sous-traitant automobile Novares près de Strasbourg ont gagné l'augmentation de 70 % de leur prime supra-légale de licenciement – leur usine doit fermer mi-2025.

Le congé de reclassement est porté à 12 mois avec une rémunération de 80 % du salaire brut. Ça ne

remplacera pas leur emploi, mais c'est déjà une victoire d'avoir arraché ça au patron.

Ne restons pas seuls face à nos patrons

Le 25 novembre, pour débrayer ensemble, les grévistes strasbourgeois étaient partis vers un autre site Novares en Lorraine. Dans un contexte où beaucoup de salariés sous-traitants se sentent menacés par des fermetures, la peur de la contagion du conflit a fait reculer leur patron.

Fonderie de Bretagne : face aux licenciements la colère s'organise

Renault prévoit la fermeture de la Fonderie de Bretagne à Caudan, près de Lorient. Il en résulterait la suppression de 350 postes. Différents plans de reprise ont été proposés à Renault afin de conserver les emplois, mais le géant automobile n'a que faire de ceux qui font tourner l'entreprise et lui rapportent ses milliards de profits annuels. Les ouvriers désormais en lutte ont bloqué le site à plusieurs reprises depuis jeudi 5 décembre. Leur combat rejoint celui des travailleurs de Michelin qui eux aussi subissent la vague de suppressions d'emplois – à Cholet et Vannes encore très récemment où près de 1300 salariés sont menacés de perdre leur travail.

Mayotte dans l'œil du cyclone

Mayotte, département le plus pauvre de France, a été ravagée par le cyclone Chido. Alors que plus d'un tiers des habitants vivent dans des bidonvilles, les cases en tôle ont été soufflées. De nombreuses personnes sans papiers n'ont pas osé aller s'abriter dans les centres d'hébergement, de peur d'être arrêtées. Alors que la population reste sans aide et complètement démunie, les autorités commencent à dénoncer des « pillages ». Une situation dramatique qui illustre une fois de plus que l'État français gère cette île stratégique pour lui uniquement par la répression et n'a que faire de ses habitants.

Pour l'Europe, il y a dictature et dictature...

À peine Bachar el-Assad venait-il de s'enfuir que l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Italie ont suspendu l'accueil des réfugiés syriens, parlant déjà de renvoyer les réfugiés déjà accueillis, et souvent installés depuis longtemps. La France a dit y réfléchir... Quelle hâte ! La tête du nouveau chef du gouvernement islamiste syrien est pourtant mise à prix comme terroriste par les États-Unis ! Le risque est donc grand de renvoyer les réfugiés, en particulier les femmes, directement dans la gueule du loup. Mais peu importe à ceux qui nous dirigent, du moment qu'ils peuvent flatter l'extrême droite !